

**LA QUESTION DE LA LANGUE AU
QUÉBEC**

MÉMOIRE

Jean Boudreault

AVANT-PROPOS :

Y a-t-il, ou n'y a-t-il pas menace?

S'il n'y a pas menace, alors que faisons-nous ici?

S'il y a menace : il y a des mesures à prendre.

S'il n'y a pas menace, il n'y a donc rien à ajouter.

Je crois pour ma part qu'il y a menace.

NOUS Y SOMMES ! :

Nous sommes là.

Nous sommes là, bon gré mal gré, que cela convienne ou non ; on n'y peut rien, nous sommes là.

Accident historique ou miracle de procréation, nous sommes 6 000 000 de francophones retranchés au coin Nord-Est de l'Amérique.

Nous sommes ici et ici c'est une impasse ! Ça en a bien l'air en tout cas. Chose certaine sur le plan socio-politique, c'en est bel et bien une.

À moins d'un changement radical dans notre façon de voir et de faire, nous demeurerons, pour tout l'avenir prévisible, coincés à l'intérieur d'un débat paralysant et stérile.

Le problème.

Et la langue, dans tout cela ? C'est bien simple, la langue : c'est la raison de notre présence ici, c'est le problème dont nous venons tous discuter.

S'il n'y avait pas ce problème, il n'y aurait pas de querelle linguistique, pas de Parti Québécois, pas d'antagonisme entre Québec et les autres provinces et probablement même pas de Jean Chrétien !

Mais trêve de « wishfull thinking », nous sommes là et le problème avec nous par le fait même.

L'ÉTAT DE LA SITUATION :

L'état de la situation nous montre qu'à ce jour :

- le fédéral, et ses institutions, plutôt que d'être les défenseurs du fait français au Canada, en ont été les fossoyeurs,
- les différents gouvernements québécois, toutes tendances confondues, n'ont jamais réussi à assurer la prééminence du français sur l'ensemble du territoire,
- les gouvernements du Parti Québécois n'ont pas su convaincre la population; ne serait ce que de l'importance de la question de la langue.

Nous sommes de plus à même de constater que :

le français est :

- quasi inexistant en Amérique du nord,
- en voie de disparition au Canada,
- largement menacé au Québec,

l'anglais est :

- omniprésent en Amérique du nord,
- nullement menacé au Canada,
- partout présent au Québec,

À ce sujet, on peut ajouter, que même s'il n'y avait aucun affichage commercial en anglais, aucun menu de restaurant en anglais, bref, pas un mot d'anglais visible où que ce soit au Québec, l'anglais n'y serait encore pas menacé.

Ajoutons encore que :

- le concept de paix linguistique signifie que les francophones adoptent une attitude passive, peu importe les circonstances,
- dans l'ensemble, la population du Québec n'est ni très fière de, ni très préoccupée par, la langue française.

Et finalement, notre situation est telle que :

- la communauté anglo-qubécoise se comporte à la quasi-unanimité, comme si elle était menacée par quelque avancée du français que ce soit,
- la communauté franco-qubécoise, divisée, peu sûre d'elle, jamais ou si rarement appuyée, se sent lasse et déroutée.

Que tirer de tout cela maintenant ? Deux choses à mon avis :

La première étant qu'à l'évidence nous devons dresser un constat d'échec pur et simple.

Nous n'avons, sur le plan linguistique, en tant que collectivité, nullement progressé ; tout au plus avons nous limité les dégâts.

La seconde étant que nous sommes tous, présentement et pour l'avenir prévisible, bloqués dans une impasse.

Il nous faut donc trouver le moyen de nous en sortir, sous peine de dépérissement inéluctable.

LA SOLUTION :

Un changement de paradigme :

Présomptueux ? Oui j'en conviens, prétendre détenir la solution à ce problème semble très présomptueux. Mais « que voulez-vous, à ce moment ici », comme je n'en ai qu'une à proposer, je ne puis en parler au pluriel.

Plus sérieusement : je maintiens que la solution réside dans un changement d'attitude fondamental quant à la langue et à son importance sociale. Il faut à mon avis, n'aborder la question que sous l'angle de l'avantage comparatif que peut constituer notre situation de francophone; tout le reste ayant été essayé sans succès.

Je crois que jusqu'à maintenant nous avons collectivement considéré le français comme un handicap avec lequel nous devons composer; plutôt que d'y voir un trait distinctif dont nous pouvions tirer profit.

Plutôt que de miser sur cette caractéristique nous démarquant du reste de l'Amérique, nous avons adopté une attitude défensive.

Je constate que ce fut un échec.

Le choix :

Nous n'avons que cette seule alternative : continuer à essayer de sauver ce qui peut l'être ou changer radicalement notre attitude.

Je prétends qu'il est de notre avantage à tous, de miser à fond sur cet avantage comparatif et d'accentuer partout et systématiquement notre personnalité francophone.

CONCLUSION :

Un doute :

Je suis moins certain maintenant qu'il y a 20 ans, que l'avantage est aussi déterminant.

Nous aurions opté pour l'indépendance en 1980 et nous aurions pu nous positionner stratégiquement comme le lien, le passage obligé, entre l'Europe et l'Amérique. Quel avantage c'eût été pour nous!

L'avantage est-il aussi marqué en cette ère de porosité des frontières et d'abolition technologique des distances ? Cela me semble moins évident.

Je suis persuadé par contre que nous n'avons nullement le choix. Nous ne pouvons nous permettre le luxe de ne pas prendre tous les moyens qui nous appartiennent, en vue d'améliorer notre sort.

L'atteinte de l'indépendance politique devait nous permettre de mieux contrôler les moyens d'assurer notre mieux être collectif. Notre existence francophone constituait le fondement même de cette démarche.

La voie politique vers l'indépendance semblant bloquée : il nous reste à emprunter la voie sociale. Nous devons trouver le moyen de convaincre la société québécoise qu'il y va de notre mieux être collectif, de mettre systématiquement de l'avant notre visage français.

Le thème d'un référendum :

Le prochain référendum devrait peut-être porter sur la langue.
Nous saurions ainsi dans quelle mesure un projet de société distinct
est possible ou si notre avenir s'épelle L-O-U-I-S-I-A-N-E.